

Unité départementale de la Marne

Reims, le

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Parc technologique Henri Farman

10 rue Clément Ader

51 100 REIMS

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GSM

26 avenue des Erables

BP 30099

54183 Heillecourt

Références : D1 c 2024-343

Code AIOT : 0005702411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement GSM implanté La Sente de Larzicourt, Les Clochers, Le Chemin de Goncourt, Haut du Chemin de Matignicourt, Les Grands Chicherons, Les Vignottes. 51300 Matignicourt-Goncourt. L'inspection a été annoncée le 04/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôles

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- La Sente de Larzicourt, Les Clochers, Le Chemin de Goncourt, Haut du Chemin de Matignicourt, Les Grands Chicherons, Les Vignottes. 51300 Matignicourt-Goncourt
- Code AIOT : 0005702411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de l'AIOT est l'exploitation d'une carrière sur les communes de Matignicourt-Goncourt et Isle-sur-Marne sur une durée de 25 ans soit jusqu'en 2041 à raison d'une extraction de sables et graviers de 300000 t/an en moyenne.

Deux installations connexes, soumises à enregistrement désormais, sont présentes, une unité de

broyage concassage criblage ainsi qu'une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------|--|--|-----------------------|
| 6 | installation électrique | Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 38 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 1 | suivi qualitatif de la nappe | Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 27 | Sans objet |
| 2 | surveillance de la qualité de l'air | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 | Sans objet |
| 3 | remblayage de carrière | Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 43 | Sans objet |
| 4 | pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 25 | Sans objet |
| 5 | rejets d'eau dans le milieu naturel | Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 27 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des documents demandés par l'inspection a été communiqué à l'inspection en amont et suite à la visite.

Plusieurs écarts constatés ont été résorbés suite à cette visite d'inspection. Néanmoins, des écarts sur les installations électriques sont toujours en souffrance.

Par ailleurs, une alternative permettant un apport d'eau nécessaire au fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures de l'atelier a été mise en place, les prochaines analyses permettront d'évaluer l'efficacité du dispositif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi qualitatif de la nappe

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 27 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel |
| Prescription contrôlée : <u>Contrôle des eaux souterraines</u> Un contrôle bi-annuel du niveau piézométrique est réalisé au travers des 5 piézomètres existants implantés sur la carrière ainsi qu'au niveau de certains plans d'eau. Un suivi périodique quantitatif et qualitatif des eaux est réalisé par la mise en place une analyse semestrielle portant sur les paramètres suivants est réalisée en période de basses eaux et hautes eaux. Les paramètres suivis sont : pH, conductivité, minéralisation (Ca, Mg, Na, K, HCO ₃ , NH ₄ , NO ₂ , HCT, PO ₄ , MES, Fe, Al, Pb, Zn, Mn). Sur les plans d'eau, les paramètres suivis sont : pH, DCO, MES, HCT, Fe, Al, Pb, Zn, Mn. Ce suivi analytique est transmis chaque année à l'inspection de l'environnement. |
| Constats : Sur les documents transmis en amont de l'inspection, il a été constaté que les analyses devant être réalisées sur les piézomètres n°6 et 7 étaient absentes en 2023. En effet, l'exploitant a expliqué qu'en 2023 le piézomètre n°7 était inaccessible, étant sur un terrain privé et clôturé, et le n°6, en bordure d'une parcelle agricole avait été détruit. Néanmoins, depuis avril 2024, l'exploitant nous informe que tous les piézomètres sont à nouveau opérationnels. Lors de la visite, le service de l'inspection a constaté que le piézomètre (PZ) n°6 était de nouveau présent et le n°7 désormais accessible. Cependant, aucun capot de fermeture des piézomètres n'avait de dispositif "anti-intrusion" de type cadenas. |

| |
|--|
| <p>Suite à la visite, l'exploitant a communiqué à l'inspection les photos des piézomètres justifiant la mise en place d'un cadenas sur chacun des piézomètres.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection les résultats des analyses effectuées sur les piézomètres entre 2018 et 2022 ainsi que les derniers réalisés sur les PZ n°1-6-7-8 et 9 en date du 15 avril 2024.</p> <p>Il est constaté que la valeur sur le paramètre Manganèse du PZ7 variant de 430 à 1500 µg/l entre 2018 et 2022, est revenue à une concentration de 1.5 µg/l au 15/04/2024.</p> <p>Ce qui représente un résultat conforme à la valeur seuil de 50 µg/l fixée dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 modifié.</p> <p>L'exploitant justifie ces dépassements entre 2018 et 2022 par le phénomène appelé "effet de berge" et a remis à l'inspection un extrait de l'étude de ce phénomène réalisé par le BRGM de novembre 1998 qui explique l'impact naturel des gravières et des carrières sur la qualité des eaux souterraines.</p> <p>Concernant la concentration en manganèse sur les prélèvements effectués sur le plan d'eau entre 2018 et 2023, elle est inférieure à la valeur seuil de 50 µg/l.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : surveillance de la qualité de l'air

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, rejet à l'atmosphère</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>« Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>« Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>« Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>« Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>« La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La campagne sur la surveillance de la qualité de l'air réalisée du 21/09 au 25/10/2023, transmise en amont de la visite, montre des résultats inférieurs au seuil de 500 mg/m²/j. Les résultats varient de 30.1 à 132 mg/m²/j pour le point situé au sud.</p> <p>Néanmoins, l'inspection a rappelé à l'exploitant que les campagnes de mesures doivent être réalisées tous les trois mois en rappelant la réglementation.</p> <p>En effet, l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., impose dans son article 39, une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Par conséquent, le plan de surveillance ainsi que l'objectif à atteindre sont décrits dans les articles 19.6 et 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières:</p> |

| |
|---|
| <p>- Campagne de mesures de 30 jours tous les trois mois; - Objectif à ne pas dépasser de 500 mg/m²/jour. Si à l'issue de 8 campagnes, soit deux années de suivi les valeurs sont inférieures au seuil de 500 mg/m²/jour alors la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Suite à la visite, l'exploitant a transmis au service de l'inspection un bon de commande n°1000518642 de la société KALI'AIR du 10 mai 2024 pour réaliser 4 campagnes annuelles et ainsi se conformer à la réglementation.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : remblayage de carrière

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 43</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, remblayage de carrière</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...) doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. A ce titre, l'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.</p> <p><u>Gestion des remblais</u> Pour les apports de matériaux extérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un tri rigoureux doit permettre d'éliminer les matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, végétaux...), les matières plastiques, les métaux, le plâtre, les matériaux susceptibles d'être valorisés (béton, enrobés routiers) ; • les matériaux ne doivent pas être versés directement dans l'excavation à combler ; ils sont déversés sur une plate-forme de réception permettant un contrôle visuel et un tri éventuel. Des bennes doivent être disponibles pour recevoir les refus selon leur type (bois, ferrailles,...). Ils sont éliminés vers des filières autorisées ; • les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi dont le contenu est indiqué ci-après ; • l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser précisément les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les zones de remblais identifiées ne sont pas supérieures à 1600 m² ou à la capacité mensuelle en tonnes de déchets admis sur le site. Ce registre est conservé pendant au moins toute la durée de l'exploitation et est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement. <p>L'accès de la carrière est strictement contrôlé et des moyens efficaces interdisant l'accès des véhicules en dehors des heures d'ouverture sont mis en place.</p> |

Qualité des remblais

Le remblayage des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes conformément au guide des bonnes pratiques relatif aux installations de stockage de déchets inertes issus du BTP.

Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :

[Tableau avec liste des déchets acceptables]

[...]

Constats :

Suite à l'analyse des registres des apports extérieurs de déchets ayant servi au remblayage entre 2021 et 2024, tous les déchets inertes sont conformes avec les codes de l'article 43 de de l'AP 2016-A-04-CARR. Le remblayage se réalise principalement avec les codes déchets inertes, 170101, béton, et 170504-200202, terres et cailloux.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique qu'aucun test de lixiviation n'est demandé lors du processus d'acceptabilité dans la mesure où les déchets inertes servant au remblayage respectent les catégories mentionnées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

L'exploitant a mis en place depuis deux ans une application Heidelberg "DAP Web" permettant aux fournisseurs de déchets inertes de déposer une demande d'acceptation préalable (DAP). Il doit remplir sur ce formulaire la nature du déchet, le tonnage approximatif ainsi que la localisation parcellaire.

Avant de remettre une DAP, il y a une première vérification relative à la catégorie du déchet inerte puis une vérification de la parcelle cadastrale d'où provient le déchet inerte sur le site Géorisque.

Lorsque le camion arrive sur la carrière, le chef carrière est prévenu, la demande d'acceptation préalable est vérifiée, le camion est pesé et un premier contrôle visuel est réalisé par caméra.

Ensuite, le camion part sur la zone de remblayage où un deuxième contrôle visuel est réalisé lorsque la benne est vidée.

Pour finir, le camion repasse à vide sur la balance afin de remettre au producteur du déchet le bordereau d'acceptation ainsi que le tonnage.

Il est à noter que la DAP est valable une année, au delà, une nouvelle demande doit être faite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Les eaux de récupération doivent transiter dans un décanteur / déshuileur avec obturateur automatique avant rejet dans le milieu naturel. Sinon, elles doivent être considérées comme des déchets et être éliminées conformément au présent arrêté.

L'exploitant procède à un entretien annuel du décanteur / déshuileur afin de garantir dans le temps ses performances de traitement. Une analyse chimique annuelle des eaux de sortie du débourbeur/déshuileur est réalisée.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les justificatifs de l'entretien annuel des deux séparateurs d'hydrocarbures, celui de l'aire d'alimentation des engins et celui de l'atelier. L'entretien a été réalisé en décembre 2023.

Afin de s'assurer d'une fréquence d'entretien annuelle, l'inspection a demandé les justificatifs relatifs à l'année 2022.

L'exploitant a fourni les justificatifs de l'entretien réalisé le 10/10/2022 ainsi qu le bordereau de suivi des déchets en expliquant qu'un contrat d'entretien global à tacite reconduction sur les deux déshuileurs était présent.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que la surface étanche de l'atelier étant couverte, la descente d'eau de la toiture a été connectée au séparateur à hydrocarbures afin d'amener un volume d'eau suffisant pour permettre le fonctionnement de l'installation et piéger, par gravité et/ou coalescence, les hydrocarbures collectés dans l'atelier.

Ce fonctionnement n'est pas optimum. En effet, ce sont les eaux de ruissellement, lors de leurs parcours sur les surfaces imperméabilisées qui se chargent, en polluant tels que les hydrocarbures et les matières en suspension avant l'entrée dans le déshuileur.

Ainsi, l'exploitant envisage de condamner la canalisation partant de la grille de récupération de l'atelier au déshuileur et procéder, lorsque cela s'avère nécessaire, à évacuer les sédiments accumulés vers la filière de traitement approprié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, rejet vers le milieu naturel

Prescription contrôlée :

[...]

Les eaux nettoyage des engins sont récoltées sur l'aire de lavage et sont traitées par passage dans un débourbeur/déshuileur avant rejet dans le milieu naturel.

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30°C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90 114).
- la concentration en fer, aluminium et composés (en Fe + Al) est inférieure à 2 mg/l (norme ISO 11885),
- la concentration en zinc et composés (en Zn) est inférieure à 0,3 mg/l (norme ISO 11 885),
- la concentration en plomb et composés (en Pb) est inférieure à 0,05 mg/l (norme ISO 11 885).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

[...]

Constats :

L'exploitant a fourni à l'inspection les analyses en sortie des déshuileurs de 2018 à 2023.

S'agissant de prélèvements instantanés:

- la valeur sur le paramètre DCO ne dépasse pas le seuil imposé par l'article 27 avec un maximum de 74 mg/l en mai 2021;
- les valeurs seuils des paramètres MES et hydrocarbures sont régulièrement dépassées, mais essentiellement sur le déshuileur de l'atelier.

| |
|--|
| <p>L'exploitant indique que ces dépassements ne sont pas représentatifs du fonctionnement normal du déshuileur, car ils sont dus à la mobilisation des MES lors de l'analyse instantanée.</p> <p>En effet, un apport d'eau claire est nécessaire en entrée pour réussir à prélever en sortie car le séparateur à hydrocarbures de l'atelier ne reçoit pas d'eau de ruissellement. C'est pour cette raison que la descente d'eau a été modifiée de façon à alimenter de manière naturelle, lors d'épisodes pluvieux, l'entrée du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Une réflexion est en cours par l'exploitant pour supprimer la nécessité du déshuileur de l'atelier.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : installation électrique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 38 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Matériel électrique |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.</p> <p>Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.</p> <p>Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an. [....]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant le rapport de vérification des installations électriques.</p> <p>Suite à l'analyse du rapport de vérification périodique réalisé le 22/11/2023 par l'entreprise DEKRA, il ressort 15 écarts dont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un "U1" : écart technique concernant la protection des personnes avec action corrective immédiate; - onze "U2": écart technique ou documentaire concernant la protection des personnes ou des biens avec action corrective à court terme; - trois "U3": écart documentaire ou organisationnel non directement sur la sécurité des personnes avec action corrective à moyen terme. <p>L'écart U1, non fonctionnement de la protection différentielle" doit être résorbé sans délai.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Action corrective immédiate sur l'écart de type "U1" et trois mois pour les autres écarts</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : Immédiate pour l'écart « U1 » et 3 mois pour les autres écarts |